

la France est-elle un pays féodal ? par Philippe Fornairon

Ligue pour la protection des oiseaux (LPO)

Il y a quelque temps, j'étais en vacances dans l'Indre et découvrais par hasard, après les superbes tours accolées de Sarzay, la forteresse de Château-Guillaume. Forteresse si l'on peut dire tant elle a été restaurée et de telle manière qu'on peut se demander si un quelconque Walt Disney n'est pas passé par là ! Cependant, elle s'élève dans son écrin naturel comme entourée par un vieux parfum de vérité et on se prend soudain à vouloir y créer l'histoire. La France, ainsi, est parsemée de manière extraordinaire de châteaux et de hauts lieux historiques, merveilleux défis esthétiques et véritables provocations à notre temps. Beaucoup sont admirablement restaurés et retrouvent, avec des fastes inattendus une nouvelle jeunesse.

Je pensais à leurs propriétaires, personnages souvent exceptionnels, mais je songeais aussi aux sommes considérables investies dans les travaux et une question me vint alors aux lèvres : « Malgré les apparences, malgré ce qu'on nous a appris, la France est-elle encore un pays féodal ? » D'une certaine manière, me disais-je, elle l'est, mais d'une certaine manière seulement.

Or, l'actualité, récemment est venue me conduire à envisager à nouveau la question et à tenter d'y répondre. Les récents conflits d'ordre « écologique » survenus dans cette région et plus particulièrement dans la Brenne, où des destructions volontaires de milieux naturels prestigieux ont été faites - je n'ose pas dire perpétrées -, me conduisent à reprendre cette interrogation mais pour d'autres et lointains motifs. Que s'y est-il passé ?

La vie cachée des étangs

La Brenne est dite « Pays aux mille étangs » et cette réputation n'est pas usurpée. Le visiteur y découvre d'immenses paysages, survolés par d'innombrables oiseaux, où l'eau et le ciel se confondent. La vie de ces étangs, pour la plupart dévolus à la pisciculture et à la pratique cynégétique, rythme aussi celle des habitants. Cette contrée souvent rêvée à la culture au point qu'on en avait fait une terre de prairies et de génisses, s'oriente aujourd'hui pour des raisons économiques vers des activités de pêche de chasse et de tourisme vert. Les roselières qui bordent généralement les étangs et la flore aquatique constituent d'étonnants réservoirs d'espèces d'oiseaux. La Brenne était à coup sûr l'occasion d'observations de qualité : grèbes à cou noir, guifettes noires ou moustac, butors étoilés, géants de la famille, diverses espèces de canards, etc., ravissaient les observateurs au point que la Brenne était parcourue depuis une bonne dizaine d'années par de nombreux touristes-ornithologues, tous munis de jumelles, venus de toute l'Europe et ravis par le spectacle. Aussi, dès 1983, la Fédération des chasseurs de l'Indre, sensible à ces richesses naturelles, décida avec les naturalistes de faire d'une réserve de chasse, l'étang de la Gabrière, un haut lieu d'observation d'oiseaux, ouvert à tous. La personnalité du président de cette fédération, M. de Ponchalon, n'était pas, et de loin, étrangère à cette réussite. De grandes associations nationales, Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), Fonds mondial pour la nature (WWF) France et Fonds d'intervention pour les rapaces (FIR) pour ne citer qu'elles, s'investirent aussitôt dans

l'association ainsi créée en apportant notamment des financements. C'était un exemple exceptionnel en France (et le seul connu à ce jour) d'une action commune menée sans arrière pensée par deux clans d'ordinaire opposés. Enfin, en 1985, un décret élevait au statut de réserve naturelle l'étang de Chérines tout proche de la Gabrière. Mais cette révolution, car c'est bien de cela qu'il s'agit, ne s'est pas faite sans mal. L'arrivée d'« écologistes donneurs de conseils », si elle n'a d'abord pas suscité de franches réactions de rejet, n'a pas provoqué autre chose qu'un oui du bout des lèvres, un « oui mais » en quelque sorte. Le Brennou est prudent et circonspect, et il sait attendre. Inconsciemment peut-être, et tandis que l'intérêt des visiteurs pour la Brenne s'accroissait très notablement et concourrait à l'essor d'un tourisme nature, il attendait l'écolo au virage et le virage attendu, ce fut le cormoran.

Cormorans : guerre ouverte

Le nombre de ces oiseaux piscivores, nichant essentiellement en Hollande et en Scandinavie et hivernant dans les grandes zones humides françaises, s'est accru de manière spectaculaire depuis huit ans. Le grand cormoran est devenu peu à peu le concurrent numéro un des pisciculteurs. Dans le même temps, en effet, la crise économique touchait de plein fouet cette région d'élevage, et le marché des génisses, longtemps seule source de véritables revenus, s'effondrait. Les bêtes ne trouvaient plus preneur, sinon à des cours inférieurs à ceux des années précédentes.

Aussi le prélèvement des poissons par les cormorans a été aussitôt considéré comme inacceptable. Le conflit éclata entre les écolos, tenant purs et durs de la protection attachée par la Loi au cormoran, et les pisciculteurs défendant leurs intérêts économiques au moment où, semble-t-il, la pisciculture, d'extensive, se voulait devenir plus intensive.

Les dégâts des cormorans, sans doute loin d'être négligeables, n'ont jamais été scientifiquement établis ni précisément quantifiés. Sait-on jamais ce qui se passe sous l'eau ? Quels sont les services techniques ayant procédé aux évaluations diverses, à la recherche tant des maladies, qui pouvaient également toucher les populations de poissons, que des pollutions pouvant affecter le réseau hydrographique particulier alimentant les étangs, etc. ? On ne le saura jamais.

Les services du ministère de l'Environnement ne « veulent pas de vagues ». On propose des tirs d'effarouchement. Les écolos les refusent d'abord. Les bêtes effarouchées à mort, ils les connaissent ; les allergies sévères au plomb, déjà, sont monnaie courante. Bien des espèces protégées ont déjà été fortement effarouchées. A titre définitif. Alors, c'est non. On propose alors des indemnités aux négociants-pisciculteurs. On tergiverse. On hésite de part et d'autre et, chacun campe sur son buton^(*).

(*) Buton : en pays de Brenne, plat pays par excellence, c'est une petite éminence, émergence de grès rouge le plus souvent, du haut de laquelle on domine de paysage.

Finalement, c'est la solution du tir qui est retenue au grand dam des écolos et étendue de fait aux principales régions piscicoles !

Dernier acte, fin août 1993. Les trois principaux négociants-pisciculteurs de la Brenne, et avant toute concertation, lancent une horde de bouteurs^(**) dans les trois étangs les plus intéressants en termes d'ornithologie. Tous les roseaux ainsi que la végétation abritant les espèces d'oiseaux les plus prestigieuses sont détruits, écrasés et finalement incendiés en moins d'une semaine. C'est à n'en pas douter une action symbolique. Même si, pour les « entrepreneurs », elle est coûteuse. Les écolos ont perdu la partie. Pourquoi ? Parce que la France est redevenue un pays féodal.

A qui le pouvoir appartient-il ?

La déconcentration a dévolu le pouvoir aux locaux. Tel est le constat qui s'impose aujourd'hui. Ils le tiennent bien. Il est légitime en réalité. Qui sont-ils ?

Les élus, d'abord, ont un mandat issu des urnes. La démocratie a parlé.

D'autres, ensuite, disposent d'une légitimité d'ordre économique : ils sont des « maîtres de forges », des « capitaines d'industrie », aurait-on dit autrefois. Ils tiennent les marchés. En Brenne, certains disposent à la fois de celui de du fromage de chèvre et de celui de la pisciculture. Ne se sont-ils pas fait confier par les grands propriétaires la gestion de la plupart des grands étangs ?

D'autres, enfin occupent dans le pays la place que souvent, autre légitimité si l'on veut, l'histoire leur a confiée. La Révolution n'a pas toujours balayé devant sa porte et c'est très bien.

Il y a enfin, parmi ceux qui en ont un peu, les écolos-caution, les écolos-alibi, avec leur crédit, dû à leur appartenance au CNRS ou à autre chose, du genre spécialiste pointu des très basses températures de l'hélium, par exemple, bientôt Prix Nobel, peut-être, et qu'on va consulter sur les dégâts commis par la belette, ce monstre assoiffé de sang qui avec ses trente-cinq grammes, terrorise et ruine les éleveurs de poule ! Bien que ne sachant rien sur le sujet, il va se référer à son héritage culturel, à ses souvenirs ceux *des Contes du Chat Perché* que lui racontait sa grand-mère, pour dire n'importe quoi, vraiment n'importe quoi, tout flatté d'être ainsi consulté et d'être à même de délivrer enfin le message de la vérité...

Enfin les Zorros sont arrivés !

Les écolos se regroupent, fondent des associations, entrent parfois dans des conseils municipaux ou siègent aux conseils départementaux de la Chasse et de la Faune sauvage. Ils n'ont pas de chance, les écolos : les locaux, ceux du crû, sont considérés comme des traîtres, et les « étrangers », fussent-ils du département voisin, comme de barbares envahisseurs.

La campagne française accepte tout sauf les conseils. A *fortiori* ceux des étrangers. Et tous, quels qu'ils soient, ces écolos, ils agacent, ils dérangent et menacent l'économie. Ils sont contre l'irrigation : on pompe trop dans les rivières en été ou dans les nappes profondes. Ils sont contre les engrais : ça pollue l'eau. Ils sont contre l'usage d'herbicides dans les étangs : ça détruit les équilibres

biologiques. Ils sont contre l'usage des pièges pour détruire ces saloperies de nuisibles : ils défendent même les renards - c'est tout dire - et les chouettes aussi, celles qui portent malheur. Ne souriez pas ça existe encore.

Et pour tout arranger, ils disent tout haut ce qu'on tait tout bas. Que les journées de chasse dans les étangs à 600 ou 1 000 Frf sont payées de la main à la main. Pas vu, pas pris. Que certains viandards illuminés tirent sur tout ce qui bouge et puissent même vous flinguer, et à bout portant, les canards appelants, ça rapporte tout de même 50 000 Frf par week-end, le tout non déclaré. Ils expliquent que ce n'est pas ainsi qu'on gère la nature et les zones humides.

Les autres répondent : « Enfin bien sûr, comme partout, les écolos sont contre les nouvelles autoroutes, contre les infrastructures des stations de sport d'hiver, contre les barrages sur la Loire, etc., contre le progrès quoi. Alors, ça va cinq minutes, mais après c'est trop. Ils agacent et menacent gravement notre économie.

Tiens, au passage, parlons-en de l'économie, disent-ils. Les nappes polluées par les nitrates, qui paiera ? L'eau imbuvable ou plus chère que le vin, les autoroutes qu'on pourrait ne pas prendre et qui coûtent 59 millions de nouveaux francs le kilomètre, et la santé, qui paiera ? Citoyens préparez-vous à payer ! L'addition va être lourde !

Que faire ?

Alors qu'est-ce qu'il leur reste ? Rien. Il y a peu de cas de figure. Soit ils ont déjà compris qu'ils n'avaient pas le pouvoir et ils ont déjà appliqué le principe édicté par le proverbe arabe: embrasse la main si tu ne peux trancher le bras qui la porte, soit ils constatent, la mort dans l'âme, qu'ils doivent l'appliquer de toute urgence. Soit, enfin, ils peuvent continuer à lutter, à brasser de l'air et fondre sur les moulins à vent...

Car, ceux qui détiennent le pouvoir sont souvent devenus des rois fainéants. Certains gèrent des budgets colossaux et c'est détenir un pouvoir magique que de brasser autant d'argent. Au point que le fonctionnaire à Paris donne parfois l'impression d'avoir complètement renoncé à en exercer un ! Les finances parties en province semblent avoir tout emporté avec elles et comme vidé de tout crédit (au sens propre comme au sens figuré évidemment) un pouvoir encore récemment centralisé.

D'autre part, l'Union européenne contribue à l'affaiblir en particulier depuis que les élus locaux ont su aller chercher à Bruxelles des subsides non négligeables. Il est peut-être utile ici d'illustrer au moins une partie du débat en citant une très récente intervention du maire de Saint-Etienne, publiée dans *Lozère Nouvelle* : « Je dénie aux hauts fonctionnaires de faire les choix à la place des élus. » Certes ces nouveaux maîtres sont souvent sympathiques et, s'ils ont un peu de temps, ils vous écouteront, mais l'essentiel n'est pas là.

Ce qui est à souhaiter, c'est que les associatifs parviennent à entrer dans les systèmes et les structures en place, à s'intégrer véritablement dans la société civile. S'ils arrivent, l'épée de la vérité haut levée, la partie est perdue d'avance. Croire (avec de bonnes raisons parfois) qu'on détient la vérité n'est pas tout. Il faut la faire partager. Ce n'est pas contraindre qu'il faut, c'est séduire.

J'ai toujours trouvé étrange que, parmi ceux qui observent les rites d'approche et de contact qui structurent les

(**) Engins autrefois appelés *bull-dozers* (NDLR)

rappports entre les individus de bien des espèces animales, combien peu s'en inspirent. En effet la plupart se comporte d'une manière qui, chez les animaux, les ferait instantanément exclure du groupe, de la société, rejet qui, dans le monde animal, les conduirait à la mort ! Les rites et leur observance ne sont pas aussi étrangers à notre nature qu'on pourrait le croire, même si nous n'en avons pas toujours conscience. Vouloir les ignorer en se singularisant à l'extrême est à mes yeux une erreur. Nos idées sont souvent novatrices et suffisamment dérangeantes. Ne les faisons pas rejeter en plus par maladresse. Car, ceux qui détiennent le pouvoir, ainsi que le veut le monde depuis toujours, s'efforcent de tourner les

choses à leur avantage et, y étant parvenus, emploieront tous leurs efforts pour garder la situation en l'état. Toute remise en cause d'un équilibre obtenu avec peine constitue alors une menace et seul l'espoir d'atteindre un état meilleur peut constituer un motif de mouvement, d'avancée. Faire briller l'avenir, montrer les intérêts qu'il peut y avoir à bouger, et surtout convaincre qu'il faut bouger pour atteindre un état nouveau, un état meilleur, une situation plus valorisante, avant de s'immobiliser (peut-être ?) Ou de faire une pause, là est la voie.

Car la France est bel et bien redevenue un pays féodal •

Un entretien avec Pierre Bourdieu « II faudrait réinventer une sorte d'intellectuel collectif sur le modèle de ce qu'ont été les Encyclopédistes » Propos recueillis par Franck Nouchi **

« Le fait que le CNRS a décidé de vous décerner cette année sa médaille d'or a pu surprendre le profane. En quoi la sociologie est-elle une science ? Existe-il une sociologie de la science ? »

- La sociologie a un certain nombre de propriétés qui permettent de la classer parmi les sciences : elle s'efforce, comme les autres sciences, de construire des modèles, des systèmes d'hypothèses cohérents, et de les confronter à l'expérience, notamment à travers l'observation, l'enquête statistique, et aussi la méthode comparative. Quant à la sociologie de la science, c'est une spécialité à l'intérieur de la sociologie mais pour moi, c'est le préalable à toute analyse sociologique : en effet, la sociologie est dans une position très particulière, puisqu'elle a pour objet une réalité dans laquelle elle est inscrite. L'opposé étant l'astronomie : l'astronome, à moins de croire à l'astrologie, ne subit pas les effets de l'objet qu'il étudie et n'exerce pas d'effet sur lui. Alors que nous, et c'est une des raisons de la suspicion dont la sociologie fait l'objet, nous sommes pris dans notre objet. Donc on nous soupçonne toujours d'investir dans notre science des présupposés ou des préjugés liés à notre position dans cet objet. D'où la nécessité absolue, pour moi, de prendre pour objet le monde dans lequel nous sommes pris : pas le monde social en général - c'est relativement facile - mais le monde scientifique lui-même, parce que c'est là que résident, à mon avis, les principes majeurs des « biais », si biais il y a, c'est-à-dire les intérêts liés à l'appartenance au monde savant.

Bachelard parlait de psychanalyse de l'esprit scientifique. Pour nous la psychanalyse de l'esprit scientifique, c'est la sociologie du monde scientifique, la sociologie de la

sociologie. Cette exigence de réflexivité nous met dans une position très bizarre : celle de science des sciences, de métascience. Ce qui explique un certain nombre de réticences : qu'est-ce que cette dernière venue des sciences, cette science balbutiante, et qui vient donner des leçons aux autres sciences en les prenant pour objet, etc. C'est une réaction que je comprends tout à fait. Cela dit, elle n'est pas si répandue que ça. La sociologie de la littérature suscite des réactions beaucoup plus violentes que la sociologie de la science. Par exemple, mon travail a toujours été soutenu par les scientifiques. Il m'arrive de penser que le seul appui qu'on peut trouver dans le monde social quand on essaie de dire un peu la vérité de ce monde trouve son principe dans la solidarité entre les savants. Peut-être parce que personne ne veut vraiment la vérité sur le monde social. Personne n'a grand intérêt à la vérité sur le monde social. Et surtout pas les dominants, évidemment.

- Cet univers social dans lequel évoluent les scientifiques - ce que vous appelez le champ scientifique - ressemble-t-il aux autres champs ?

- Ce monde est à la fois comme les autres et très différent. Les lois fondamentales de fonctionnement sont celles qu'on retrouve dans d'autres univers : dans l'univers économique, dans l'univers politique, etc. Il y a des dominants et des dominés, des détenteurs de capital (un capital de type particulier : le prix Nobel, par exemple, est une forme de capital, la présidence de la commission du CNRS ou l'appartenance au Conseil national des universités en est une autre), des pouvoirs, des rapports de domination, des effets de domination, des dominants qui oppriment les dominés, etc. (évidemment, tout ce que je

** Pour *Le Monde*, article paru le 7 décembre 1993, repris avec l'aimable autorisation du journal.